



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2023-05
Séance du 2 février 2023 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-trois, le deux février à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Deyrat, Philippe Lenoir, Jean-René Oudinot, Michel Perez, Joël Salgues, Filipe Serra, Alexis Viala
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Castellon pouvoir à M. Michel Perez, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Frédérique Berard, M. Didier Huber pouvoir à M. Sylvain Deyrat, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. François Petit pouvoir à M. Philippe Lenoir, Mme Brigitte Torrandell pouvoir à Jean-René Oudinot

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Berard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 15

Procurations : 6

Absents : 2

Votants : 21

Date de convocation et affichage

27 janvier 2023

Objet : Durée des concessions funéraires et engagement de la procédure de reprise des concessions abandonnées

M. le maire expose :

Une concession funéraire est un contrat d'occupation du domaine public par lequel la commune accorde au concessionnaire une parcelle du cimetière pour y fonder sa sépulture et celles de ses enfants, successeurs ou proches. Les bénéficiaires de la concession peuvent construire sur ce terrain des caveaux, monuments et tombeaux (article L.2223-13 du Code Général des Collectivités Territoriales).

C'est au Conseil Municipal qu'il appartient de décider de l'institution de concessions funéraires dans le cimetière communal ; l'inhumation en service ordinaire (terrain commun) étant le seul mode d'inhumation obligatoire pour la commune. La création de concessions n'est qu'une simple faculté subordonnée à l'existence de place disponible dans le cimetière (rép. min. QE n°13195 JOAN Q, 18 juin 1990).

Le conseil municipal peut donc autoriser plusieurs catégories de concessions :

- des concessions temporaires d'une durée de 15 ans au plus,
- des concessions temporaires trentenaires,
- des concessions temporaires cinquantenaires,
- des concessions perpétuelles.

L'offre actuelle en matière de concessions funéraires sur notre commune est constituée de concessions perpétuelles et de concessions trentenaires et cinquantenaires pour le columbarium et les cavurnes.

Les concessions perpétuelles présentent de graves inconvénients car elles immobilisent une grande partie des cimetières en obligeant les communes soit à les agrandir, soit à en créer de nouveaux, les entraînant ainsi dans d'importantes dépenses d'investissement. Il est également constaté que ces concessions perpétuelles ne sont plus entretenues après une ou deux générations. Cet aspect d'abandon nuit à la décence du cimetière et à la mémoire des défunts et il menace également la sécurité

publique car les monuments finissant par tomber en ruine, les procédures de péril et sont, soit réparés, soit démolis aux frais de la commune, le maire étant le garant de la police des cimetières.

Toutefois, et malgré son appellation, la concession perpétuelle peut être « reprise » par la commune dans l'hypothèse où elle pourra être qualifiée de concession en état d'abandon et selon une procédure minutieusement règlementée, qui ne peut être lancée que lorsqu'une période de 30 ans s'est écoulée et que la dernière inhumation remonte au moins à 10 ans. Cette procédure dure un an, délai récemment raccourci depuis la mise en place de la loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale « 3DS ». La principale difficulté réside dans la recherche de descendants, compte-tenu du peu d'informations disponibles sur des achats de concessions effectués depuis très longtemps (éclatement des cellules familiales, mobilité des descendants ou disparition de ces derniers).

Aujourd'hui, notre cimetière n'a plus la capacité de maintenir des concessions perpétuelles si nous souhaitons accueillir dans le futur, les lavérunois et lavérunoises désireux de fonder une sépulture sur notre territoire. Nous nous devons d'appliquer une bonne gestion de l'espace disponible, pour avoir la capacité de répondre aux demandes futures de nos administrés(es).

Face à ce constat, il convient comme la majorité des communes en France, de supprimer les concessions perpétuelles et de créer des concessions d'une durée de 30 ans et 50 ans, indéfiniment renouvelables pour les assimiler à des concessions perpétuelles sans en subir les contraintes juridiques en matière de procédures de reprise. Cette mesure ne concerne que l'avenir et n'affectera nullement l'existence des concessions perpétuelles déjà octroyées.

Il est également à noter que toute modification des catégories de concessions nécessite la modification du règlement général de police des cimetières.

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité des voix exprimées (voix pour : 19, voix contre : 0, abstention : 2)

- acte la suppression des concessions perpétuelles ;
- valide la création des concessions trentenaires et cinquantenaires ;
- autorise la reprise des concessions qualifiées en état d'abandon.
- donne pouvoir à M. le maire pour signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 2 février 2023

Roger CAIZERGUES
Maire



Frédérique BERARD
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 9.1.2